



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Plans de gestion du Salaison, du Bérage et de la Cadoule - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération à ce même Conseil, il a été proposé au Conseil de Métropole d'approuver les plans de gestion du Salaison, du Bérage et de la Cadoule pour la période 2019-2023.

Ces plans de gestion élaborés par le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO), en concertation avec les communes, sont des documents cadres visant à fixer, selon les enjeux, les modalités et priorités de tronçons de cours d'eau à entretenir de manière cohérente à l'échelle de l'ensemble des bassins versants.

La mise en œuvre des travaux prévus aux plans de gestion par la Métropole, ou par délégation les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) du territoire, le SYBLE et le SYMBO, nécessite au préalable, l'obtention d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG), par arrêté préfectoral pris après une procédure d'enquête publique.

En effet, en application des articles L.215-14 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 114 du Code rural, l'obligation d'entretien des cours d'eau (lit et berges) incombe aux propriétaires riverains. Cependant, les collectivités et EPCI exerçant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) peuvent, conformément à l'article L.211-7 du Code de l'environnement, utiliser les articles L.151-36 à L.151-40 du Code rural pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence et visant notamment :

- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal à ce lac ou à ce plan d'eau,
- La protection, la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'intérêt général des travaux résulte :

- de la nature collective des enjeux menacés par les embâcles et l'entretien insuffisant des cours d'eau du bassin versant,
- des objectifs de lutte contre les inondations conformes aux articles L.151-36 du Code rural et L.211-7 du Code de l'environnement,
- de la nécessité de préserver voire restaurer les boisements et végétation rivulaires pour qu'ils conservent leurs fonctions (autoépuration des eaux, maintien des berges, frein aux écoulements, conservation de la biodiversité, etc.),
- de leur compatibilité avec les documents d'orientation s'appliquant sur ces cours d'eau (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône Méditerranée, Contrat de Bassin de l'Or dont PAPI et plan de gestion du Salaison) voire leur mise en œuvre,
- des objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE).

La déclaration d'intérêt général est demandée pour une durée de 5 ans sur la période 2019-2023, en cohérence avec la durée des plans de gestion.

Le Salaison, le Bérange, la Cadoule et leurs affluents sont des cours d'eau non domaniaux. Les propriétés riveraines s'étendent donc jusqu'à la moitié du lit. L'accès aux berges des engins nécessaires au déroulement des travaux se fera en concertation avec les riverains, des conventions de droit de passage leur seront proposées pour arrêter les modalités d'intervention.

Les travaux seront réalisés entre mi-juillet et fin-octobre, hors plantations, lesquelles pourront être réalisées de novembre à mars. D'une manière générale les travaux de restauration, notamment de désembâclement, se feront durant les premières années des DIG et les travaux d'entretien seront répartis sur les autres années.

Les cours d'eau du Salaison, du Bérange et de la Cadoule s'étendant sur les territoires des EPCI voisins de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et de la Communauté de Communes du Pays de Lunel, les dossiers d'enquête préalable aux déclarations d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien sont approuvés dans les mêmes termes par ces dernières, de manière à obtenir les autorisations réglementaires à l'échelle du bassin-versant.

En complément, les travaux sont soumis à une procédure de déclaration au titre des articles L.214-1 à 214-4, 214-6 et R.214-1 à 214-58 du Code de l'environnement (ancienne loi sur l'eau du 3 janvier 1992) et soumis à une procédure d'évaluation des incidences (articles R.214-32 et R.214-33 du Code de l'environnement).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers d'enquête préalable aux déclarations d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau du Salaison, du Bérange et de la Cadoule, situés sur le territoire de la Métropole,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'obtention de ces déclarations d'intérêt général,
- requérir à l'issue de l'enquête publique le prononcé des arrêtés correspondants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78095-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.